OFFICIEL.

No 123.—ACTE

Pour pourvoir à la construction de deux prisons cellulaires additionnelles dans le Pénitencier.

Sec. 1re. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, que le Conseil des Directeurs du Pénitencier est et demeure par le présent autorisé à contracter avec les porteurs du Pennitentiaire pour la construction de deux cents cellules additionnelles, sur le même plan que les cellules actuelles. Bien entendu que pour faire et poser les briques, il ne sera pas alloué plus de douze piastres et demie par millier.

Section Deux.—Il est de plus décrété, &c., que le dit Conseil devra faire construire les dites cellules dans l'endroit le plus convenable, sur les terres appartenant au pénitencier.

Section Trois.—Il est de plus décrété, &c., que la somme de trente mille piastres est et demeure par le présent acte appropriée, de tous les fonds dans le trésor, dont il n'a pas été autrement disposé, payable au président du Conseil des Directeurs du dit pénitencier, sur le mandat de l'Auditeur des Comptes Publics, à l'effet de mettre à exécution les dispositions de cet acte.

JOHN E. KING,
Orateur de la Chambre des Représentans
J. B. PLAUCHÉ,
Lieutenant Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 17 mars 1842.

JOSEPH WALKER.
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme.
CHARLES GAYARRE,
Secrétaire d'Etat.

No 251—ACTE

Pour faire un règlement avec James A. McHatton, Charles G. McHatton et George W. Ward, appartenant à la société de McHatton Pratt & Co., cidevant teinturiers du Pénitencier, et changer la société de McHatton Ward & Co., en une société de Ward & Co.

Section 1re.—Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, que lorsque M. Hatton, Washington et Bertrand Ward, appartenant à la société de McHatton Pratt & Co., cidevant teinturiers du Pénitencier auront fait et réglerr un bon et valable arrangement pour la somme de quatre mille cinq cent soixante piastres et soixante-cinq cents pour tout intérêt et réclamation que la dite société de McHatton Pratt & Co. peut avoir contre l'Etat, et pour la fin de la bonne, ladite obligation sera considérée comme un règlement plein et définitif entre les susnommés de l'Etat de la Louisiane, et ladite société de McHatton Pratt & Co. sera et demeure en conséquence pleine et déchargée de toute et chacune des demandes de l'Etat de la Louisiane contre McHatton, Ward & Co. cidevant fermiers du Pénitencier, pourvu toujours que ladite société de McHatton, Ward & Co. ne soit pas déchargée de la somme de quatre mille cinq cent soixante piastres et soixante-cinq cents par eux reçue pour le compte de l'Etat, et qu'ils soient et demeurent responsables pour cette somme, et pour tout intérêt et dommages qui pourront être réclamés contre l'Etat à ce sujet.

Section 2me.—Il est de plus décrété, &c., que la dite société de McHatton, Ward & Co. soit et demeure par le présent acte autorisée à continuer les affaires de la dite société de McHatton Pratt & Co. cidevant fermiers du Pénitencier, et à faire et passer tous les contrats nécessaires pour la bonne et valable exécution des dispositions de cet acte.

JOHN E. KING,
Orateur de la Chambre des Représentans
J. B. PLAUCHÉ,
Lieutenant Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 17 mars 1842.

JOSEPH WALKER.
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme.
CHARLES GAYARRE,
Secrétaire d'Etat.

Bureau de l'Exécutif.

Baton Rouge, 17 mars 1842.

PROCLAMATION

Par le Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

[illegible]

Joseph WALKER,
CHARLES GAYARRE,
Secrétaire d'Etat.

AVIS DE SAISIE-EXECUTION.

En vertu d'un writ d'exécution, sous la date du 21 de février 1842, à moi adressé par Jos. Ecrivance Joseph Walker, gouverneur de l'Etat de la Louisiane, pour la somme de quatre mille cinq cent soixante piastres et soixante-cinq cents, avec intérêt par an à compter de cette date, et les frais de cette exécution, et contre les biens et effets de Thomas Ward, Washington Ward et Bertrand Ward, appartenant à la société de McHatton Pratt & Co. cidevant fermiers du Pénitencier, et saisis et mis en mes mains pour être vendus pour satisfaire le dit jugement, en faveur de l'Etat de la Louisiane, je donne avis que je vendrai aux enchères publiques, à la porte de la Banque de la Louisiane à la Nouvelle-Orléans, dans la paroisse d'Orléans, le premier lundi de mai prochain, à midi, les biens et effets suivans, savoir :

Un grand nombre de chaudières, fourneaux, tuyaux, et autres ustensiles pour teindre en bleu, jaune et rouge, et pour faire le savon, appartenant à la dite société de McHatton Pratt & Co. cidevant fermiers du Pénitencier, et saisis en mes mains pour être vendus pour satisfaire le dit jugement en faveur de l'Etat de la Louisiane, et à moi adressé par le dit Joseph Walker, gouverneur de l'Etat de la Louisiane, pour la somme de quatre mille cinq cent soixante piastres et soixante-cinq cents avec intérêt par an à compter de cette date, et les frais de cette exécution, et contre les biens et effets de Thomas Ward, Washington Ward et Bertrand Ward, appartenant à la société de McHatton Pratt & Co. cidevant fermiers du Pénitencier.

Fait à mon bureau de shérif, à la Nouvelle-Orléans, ce 17 mars 1842.

JAMES P. PERRET, shérif.

Bureau de l'Exécutif.

Baton Rouge, 17 mars 1842.

ATTENDU que M. Bernard Marigny, de la Nouvelle-Orléans, a fait connaître au Gouverneur de l'Etat de la Louisiane, qu'il a découvert dans le bois de construction, dans le bois de chêne, dans les bois durs, et dans les bois de charpente, des dépôts de minerai de fer, et qu'il a fait des recherches et des expériences qui ont démontré que ce minerai est d'une qualité supérieure, et qu'il peut être exploité avec profit, et qu'il